

SIX MOIS DE PRISON avec sursis pour G. Bloch, S. Just, P. Lambert et D. Renard

La 11<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel a rendu, le 10 juillet, son verdict dans le procès en attente à la sûreté de l'Etat intenté aux quatre militants trotskystes. Le jugement nous parvenant à l'heure où nous mettons sous presse, nous ne pouvons en commenter les attendus.

Soulignons seulement que c'est la première fois qu'une peine de prison est prononcée contre des journalistes poursuivis uniquement pour des articles publiés par eux.

Les principaux attendus du jugement seront publiés dans la brochure « Le procès du trotskisme » qui contiendra le compte rendu complet du procès et divers documents, et paraîtra la semaine prochaine (1).

Les quatre condamnés ont annoncé leur intention de se pourvoir en cassation. La gravité d'un jugement qui constitue une nouvelle atteinte aux libertés démocratiques n'échappera à aucun de vos lecteurs. Notons que si le projet d'extension des pouvoirs spéciaux était adopté par le parlement, il dépendrait du bon plaisir de MM. Bourgeois-Maunoury ou Gilbert Jules de jeter, à n'importe quel moment, les condamnés dans un camp de concentration.

Une fois de plus, les trotskystes et leur journal LA VERITE, à l'avant-garde de la lutte pour la défense des libertés, sont les premiers frappés par la répression. La solidarité de tous les lecteurs de LA VERITE doit se manifester sans délai. Souscrivez! Abonnez-vous!

P. Frankl et J. Privas, rédacteurs

(1) 1 brochure franco de port 300 francs (150 francs plus 150 francs de solidarité contre la répression) à la S.P.E.L., 12, C.C.P. 6032-01, Paris.

Ni extension, ni reconduction

Abas les pouvoirs spéciaux!

A l'heure où l'heure des libertés est devant le parlement, la presse « de gauche », au premier rang « l'Humanité », a abandonné pratiquement toute campagne contre la reconduction des pouvoirs spéciaux en Algérie, se contentant de protester — avec quelle modération! — contre leur extension en France. Les députés du P.C.F. n'ont pas critiqué d'une manière décisive, au vote de la loi du 16 mars 1956, grâce à laquelle des dizaines de téles sont tombées, des milliers d'hommes et de femmes crûssup dans les camps de concentration algériens? « On s'engage dans un engagement qui ne peut être qu'un non-conducteur... », écrit « l'Humanité » du 11 juillet! Il y a seize mois que l'on s'est engagé dans l'engrenage. J. Ducloux en tête...

Le refus du P.C.F. d'organiser la lutte contre les pouvoirs spéciaux fait pression sur le Parlement fait dépendre de la conscience de quelques députés socialistes, radicaux et M.R.P. le résultat. Il dépend de LA VERITE de continuer à être dans un camp de concentration, en France ou en Algérie, sur simple arrêté, sans recours possible, du ministre de l'Intérieur. Il dépend de LA VERITE de continuer à être dans un camp de concentration, en France ou en Algérie, sur simple arrêté, sans recours possible, du ministre de l'Intérieur. Il dépend de LA VERITE de continuer à être dans un camp de concentration, en France ou en Algérie, sur simple arrêté, sans recours possible, du ministre de l'Intérieur.

L'Algérie « le peignoir »

DANS un récent discours, M. Lefebvre, ministre du Sahara, déclarait, avec ce sérieux qui est des socialistes, qu'à l'inverse de la Tunisie et du Maroc, pionniers d'une grave crise économique, l'Algérie était en « plein boom ». Cette métaphore était peut-être justifiée par les déclarations optimistes de Locuste et de Morice, l'actuel ministre de la Colonie, mais ne peut modifier une situation qui ne fait qu'empirer pour les colonialistes et leurs détracteurs.

Pour manifester leur présence en tout lieu et à toute heure, les « rebelles » multiplient les baraquements dans les fermes, les villages, les postes militaires. Le terrorisme n'épargne aucun centre urbain. Des grenades sont lancées quotidiennement contre les patrouilles militaires, les restaurants, les bars, les postes de police. Les ambassades restent meurtries. Celles de Moscou (Sud Algérie) et de Bougie ont fait, le 26 juin, 24 morts et 6 blessés. Sur tous les points du territoire, les patrouilles, les convois sont attaqués.

Les rapports des services militaires signalent une vive recrudescence de l'activité fellagha, mais ce qui est nouveau, c'est avant tout le rôle de plus en plus important joué par la lutte sur le territoire algérien.

Les actions menées en œuvre des effectifs de l'Etat-Major varient entre 30 et 300 hommes. Ces groupes sont bien organisés. Leur armement est moderne, et ils montrent une réelle connaissance de la tactique du combat, du groupement et de la dispersion, ce qui leur donne une mobilité extrême.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE) REDACTION ADMINISTRATION : 5, Rue de Charonne, PARIS (XI<sup>e</sup>). Tél. : ROQ. 69-52

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE ABONNEMENTS : 1 an : 800 F; 6 mois : 400 F; 3 mois : 225 F. Tranger : 1 an : 1.200 F. C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

AUGMENTATION EGALE POUR TOUS Le contrôle du mouvement par la base, condition d'une victoire

La grève des employés de banque le démontre

Un samedi écoulé a été riche en enseignements, dans la lutte pour la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux. Le mouvement de grève des employés de banque a été également condamné à 6 mois de prison avec sursis.

Le mardi, pour contrôler la grève, les dirigeants des syndicats ont convoqué un meeting à la Salle Cadeau pour faire le compte rendu de l'interview avec le représentant du ministère des Finances. Les notables syndicaux ont décliné le refus du ministre d'examiner les revendications avant le 15 septembre, orientent l'action des employés vers le grève générale illimitée.

Hier, Direction Collective, DEMAIN, ARBITRE SUPREME ?

La « direction collective » de l'U.R.S.S. vient de voler en éclats. C'est ce qu'a démontré l'orientation du 20<sup>e</sup> Congrès de KIROUCHTCHEV à l'égard de ses principaux adversaires, alors que justement le Congrès s'était flatté de donner une base idéologique solide à cette direction collective en épaulant à jamais le « culte de la personnalité ».

Par E. BOIVIN

De la réunion des militants syndicaux cégétistes de la région parisienne, il ne sort absolument aucune orientation, sinon que les dirigeants cégétistes se sont alignés sur le mot d'ordre de grève générale illimitée de F.O. et C.F.T.C.

Le Prédium du Comité Central est complètement remanié et passe de 14 à 15 membres. DOLKOV, le ministre de la Défense, le représentant le plus autorisé de l'armée, et qui s'est appuyé à KIROUCHTCHEV dans sa manœuvre, reçoit sa récompense : il est nommé vice-président du Conseil.

LES LECTEURS

Comme chaque année à cette époque, où il fait de vacances, la diffusion du journal LA VERITE a interrompu sa publication pendant quelques semaines. Le prochain numéro de LA VERITE paraîtra donc le vendredi 30 août.

C'est pas de gaité de cœur que nous acceptons de rester siers ment et notre intervention, où la définition de notre politique nous paraissent plus que jamais nécessaires, où les événements se précipitent. Ce soit en France, où le gouvernement va tenter de faire adopter, avec la prorogation des pouvoirs spéciaux, leur extension à la France même par un texte qui met en péril les plus élémentaires libertés démocratiques; que ce soit dans le monde, où de brusques changements exigent notre attention.

Enfin, elle a toujours cherché, par ses informations ouïvées, ses éditoriaux ouverts à débattre les plus possibles les lites engagées à les coordonner, à assurer le contrôle des travailleurs sur leurs propres combats. Certes, LA VERITE est encore loin d'être ce qu'elle voudrait elle n'est pas encore le journal des révolutionnaires, l'hebdomadaire politique des éléments d'avant-garde de la classe ouvrière. Elle ne l'est pas sur sa diffusion encore limitée ni par son contenu.

Un des objectifs des directions syndicales est de mener la lutte vers son pourrissement. Pour eux, les masses, les banques vont maintenant s'efforcer de mener le mouvement sur un din d'aill l'unité d'action, à pro- vocation de grève générale, qu'ils se refusent absolument d'envisager qu'à seulement quelques jours.

Pour obtenir les 5.000 francs d'augmentation égale pour tous, et les 40 heures sans diminution de salaire, ils devront reprendre leur grève en manifestant de nouveau en masse dans la rue, pour faire copuler banquiers et gouvernement qui s'entendent comme larrons en foire. Les revendications, la commission de conciliation se réunira le mardi 16. Et si tous les employés de banque parisiens s'alignent sur les mots d'ordre, ils leur faire savoir ce qu'ils veulent?

Louis FEMANS.

Une enquête de Louis HOUEVILLE - V

LA POLITIQUE DU P. C. F. :

LES SURPRISES DE LA CO-PROPRIÉTÉ



La co-propriété est fort ancienne : Rome déjà connaissait une forme d'in-division très proche de ce que nous connaissons aujourd'hui. Les anciennes coutumes de France : Auxerre (1561), Bourbonnais, Nivernais, etc., en font mention. Un incendie à Rennes, le 22 février 1720 amena la reconstruction de la ville enserrée dans une enceinte murée, les obligations de construire en hauteur, et la division des maisons par étages devint une règle presque générale. L'on pourrait encore citer les exemples de Nantes, de Rouen, de Montpellier...

L'évolution du capitalisme va toute-fois favoriser le développement, sur une grande échelle, de la co-propriété. Jusqu'en 1926 environ, la propriété immobilière était essentiellement une propriété de rapport. Les immeubles dits de rapport se permettaient à leurs propriétaires de vivre du produit de leurs rentes, c'est-à-dire des loyers.

L'industrialisation, le développement du commerce extérieur, les marchés nouveaux et « protégés » des colonies vont détourner les capitaux de la propriété immobilière. Comparativement aux fructueux bénéfices réalisés dans le pétrole ou l'import-export, la rentabilité de la propriété bâtie apparaît comme dérisoire. Le capital va donc s'en placer. Le morcellement amènera la propriété immobilière à devenir de placement. Le morcellement amènera la multiplication des propriétaires « dilués », appelés « copropriétaires ». Soumis en effet à de nombreuses servitudes, les caractères à remettre en question le caractère absolu du droit de propriété tel qu'il résulte de l'article 544 du code civil.

Pour investir dans ces affaires fructueuses, il faut de largents frais. La propriété immobilière va donc être vendue en « petits morceaux » pour faciliter les opérations. Et « rapport », la propriété immobilière va devenir de placement. Le morcellement amènera la multiplication des propriétaires « dilués », appelés « copropriétaires ». Soumis en effet à de nombreuses servitudes, les caractères à remettre en question le caractère absolu du droit de propriété tel qu'il résulte de l'article 544 du code civil.

L'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ

Si la législation, après la première guerre mondiale, avait surtout favorisé la petite propriété familiale individuelle, une nouvelle orientation se dessina au cours des années qui suivirent la Libération. A cause des difficultés que présentait la construction individuelle et de la pénurie de terrains entraînant une élévation de leur coût, c'est vers la construction de petits et de moyens ensembles que vont se tourner les candidats à la propriété. Deux étapes sont toutefois à distinguer :

De 1950 à 1953 la construction en accession à la propriété lancée par le Crédit Foncier et aidée par l'Etat au moyen de l'octroi de primes à la construction de 500 ou 600 francs. Cette forme d'accession à la propriété n'intéressa que des familles aisées, car il comptait :

A partir de 1953, l'accession à la propriété va intéresser de nouvelles couches sociales. En effet, le Crédit Foncier va financer les constructions du « Plan Courant » à 80 % de leur coût. L'Etat de son côté va donner une prime à la construction de 1.000 francs par mètre carré habitable et par an (le titre indicatif, un appartement de 3 pièces F3 a une surface moyenne de 50 m<sup>2</sup>, c'est donc une prime annuelle de 50.000 francs au prix attribué).

De plus, l'institution d'une contribution patronale à la construction sous forme d'une cotisation de 1 % du montant des salaires versés par l'entreprise va accentuer l'orientation nouvelle de l'accession à la propriété : l'employeur en effet la faculté de construire lui-même ou de prêter pour la construction à ses employés ; le prêt se fera souvent dans des conditions intéressantes : une année de salaire remboursable en 5 ou 10 ans avec un intérêt de 2 ou 2,5 %.

De leur côté, les Caisses d'Allocation Familiales gèrent aux allocations des sommes variables en fonction du nombre d'enfants (une famille avec deux enfants pourra demander un prêt de 300.000 francs) ; ces prêts seront remboursables en 5 ans, sans intérêts. Multiplication de propriétaires « dilués ».

PROPRIETAIRES PAR NECESSITE

Ces différentes mesures vont concourir à orienter vers l'accession à la propriété des travailleurs modestes. Les salaires moyens et pour que cette solution représente la seule manière d'être logés normalement et rapidement. Ce n'est pas par vocifération, mais par nécessité qu'ils deviendront propriétaires. L'homme H.L.M., localisé est attendu — voire promis — depuis quatre, cinq ou dix ans. Combien d'années faudra-t-il en attendre ? L'accession à la propriété leur permettra de satisfaire, au prix de gros sacrifices, ce besoin essentiel et fondamental : un logement décent.

C'est ainsi que jusqu'au 30 juin 1955, 124.000 familles ont, soit comme Copropriétaires, soit en copropriété H.L.M., en Plan Courant, acheté leur logement.

Travail effectué par des ouvriers syndiqués. Les Presses Ouvrières, 7, rue Victor-Hugo, Montreuil. Le Gérant : RENARD

Il semble par ailleurs que pour l'année 1956, 80.000 Plan Courant soient terminés. C'est donc plus de 200.000 familles qui, par leurs propres moyens, ont pu accéder à la carente des Pouvoirs publics. L'accession à la propriété est donc actuellement une entrave aux libertés.

Sur un plan plus général, l'accession à la propriété est un encouragement à la crise. Car les Pouvoirs publics n'ont que trop tendance à se décharger sur les simples citoyens des responsabilités qui leur incombent. La tendance très nette qui se manifeste pour l'encouragement à l'accession à la propriété n'est pas une simple arrière-pensée. Etat et patronat se liguent pour accorder des facilités de crédit et, par une intense propagande, faire ressortir les « avantages du système » : « n'aspirez-t-on pas hier le travailleur à son logement comme jadis le serf était lié à la glèbe ? »

La multiplication des chantiers « accession à la propriété » donne une fausse idée de l'activité réelle de la construction. Elle donne une idée de prospérité alors que nous sommes en période de pénurie. Elle permet de fausser les résultats. Car si 200.000 familles à revenus modestes ont pu, ou ont pu être, propriétaires, les nombreux difficultés, se loger par ce moyen, la co-propriété a permis durant la même période, la construction de 300.000 logements de demi-voies au profit de citoyens qui étaient déjà logés par ailleurs. Et les locaux ainsi rendus libres ne sont pas restés dans le secteur libéré ; ils sont allés dans le secteur « illicite » à la vente ; ce qui permet de fructueuses opérations. Les mal-logés, sans-logis n'ont donc tiré aucun bénéfice de l'opération, ou contraire. Car la construction a absorbé des crédits et de l'argent, mais elle n'a rien produit de plus qualifié — ce qui au détriment de la construction ouvrière.

Louis HOUEVILLE.

LA CONSTRUCTION EST-ELLE RENDEMENTE ?

Car durant six ans M. Dupont doit rembourser chaque mois, à titre de versement, 13.000 francs. Or, il ne reçoit que le remboursement au Sous-Comptoir des Entrepreneurs, soit 7.500 francs. A cela il faut ajouter les charges et les frais de gestion (1.500 fr. par an) et le chauffage, le gaz et l'électricité. Dans cinq ans, M. Dupont devra rembourser au Crédit Foncier un peu plus de 100.000 francs. C'est le coût de la prime à la construction. Peut-être aura-t-il droit à l'allocation logement. Mais cette dernière ne sera calculée que sur le montant des remboursements au Sous-Comptoir ou au Crédit Foncier.

LES DIFFICULTES FINANCIERES

Et la récente décision gouvernementale de relèvement de 3 % du taux de l'escompte a eu, entre autres conséquences, de relever les mensualités du Sous-Comptoir dans des proportions considérables. Au Havre, ce relèvement se traduit par une augmentation annuelle de 20 à 25.000 fr. A Angers, la coopérative d'H.L.M., « Les Castors Angevins » a vu ses mensualités passer de 20.000 fr. à 22.000 fr. ; or, dans cette ville, les copropriétaires ont des salaires variant entre 30 et 40.000 fr. par mois ! Dans les immeubles construits par Batooop à Montreuil et à Alfortville la hausse varie de 7 à 11 %.

L'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ N'EST PAS UNE SOLUTION

Si, il y a deux ans, l'accession à la propriété semblait possible pour de nombreux modestes, il n'en est plus de même aujourd'hui. La politique gouvernementale en matière de financement a eu comme conséquence d'abaisser la participation du Crédit Foncier. Aujourd'hui, de nombreux chantiers LOGECO (Logements Economiques et Familiaux) ne sont financés qu'à 70 %. L'accession à la propriété est donc de plus en plus déclinante d'autant. La hausse des matériaux s'est traduite par une hausse des marchés : une nouvelle augmentation de l'impôt sur les constructions. En juillet 1957, il faut disposer de plus d'un million pour pouvoir acquérir un appartement de trois pièces. Si l'on tient compte des intérêts intercalaires, des frais juridiques d'une provision pour l'avenir, l'appartenance tourne autour de 1 million 200.000, voire 1.300.000. De plus, les chantiers « Plan Courant » s'éloignent des grands centres, car les terrains sont chers. Si cet éloignement procure des avantages (plaisir pour les enfants, calme pour les parents), il est aussi une source de dépenses (transports, approvisionnement, déficients donc prix plus élevés) et de fatigue (augmentation de la durée des transports).

Ne possédant pas l'appart initial, les candidats à l'accession à la propriété ont dû emprunter, généralement à l'employeur. Ils sont donc dans une position de dépendance qui est dangereusement leur liberté ; impossibilité de changer d'emploi, difficultés pour exiger des

LES RAISONS PROFONDES

ES que l'éjection de Molotov, de Kaganovitch, de Malenkov et de Chepikov fut annoncée, les dirigeants communistes français, avec la rapidité que, seule, une longue pratique de la servilité peut permettre, ont applaudi. Plus encore, ils ont affirmé les « RAISONS PROFONDES » qu'ils avaient d'être satisfaits, montré que « les chances de paix » dans le monde venaient d'être singulièrement renforcées. Mais, si ce n'est que de constater la politique française, les dirigeants communistes n'ont pas perdu de temps pour s'aligner, ils manifestent bien moins de précipitation et de détermination pour ce qui est des affaires françaises.

Une politique de NON INTERVENTION Au cours des derniers mois, il n'y a eu un grand élan dans la politique française, c'est le Parti Communiste Français. Après la chute de Guy Mollet, alors que la crise ministérielle se prolongeait et que chacun était amené à reconsidérer les perspectives politiques, et ce moment où tous les problèmes se posaient, le Parti Communiste fit un grand effort. Son attitude se résumait cette déclaration de Bureau Politique du 22 mai : « Le P.C.F. était prêt à soutenir tout pas en avant ». On ne l'aurait jamais plus vu en arrière. C'est un grand événement, à chaque crise ministérielle, celui d'un gouvernement « d'union démocratique ». Non, en ce moment, ce n'est pas un événement, c'est une formule même vague qui pourrait faire songer que la solution n'est pas exclusivement au P.C.F. Mais, si l'on regarde le programme du gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche » qui s'écrit dans le contrat passé avec le peuple le 2 janvier 1956, et d'affirmer que tout majoritairement, qu'il s'agit d'être complétement en plusieurs occasions (élection de président de l'Assemblée, question de l'Algérie), les dirigeants socialistes voudraient imposer la paix en Algérie et les socialistes aussi, puisqu'ils ont les Communistes ils forment la majorité de l'Assemblée, il apparaît évident que le gouvernement de « gauche » n'est pas un gouvernement de « gauche

# LA BUREAUCRATIE RUSSSE FACE A LA REVOLUTION

**L**A LUTTE sans merci que se livrent au Kremlin les membres dirigeants du Parti dépose évidemment de loin la péripétie même des hommes qui s'affrontent, les convulsions que les agitent n'expliment, en dernière instance, que les formidables contradictions économiques et sociales dans lesquelles se débat la bureaucratie russe tout entière. A l'approche du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre, elle se trouve réellement accablée à une impasse.

Toutes les incohérences de leur gestion des dernières années démontrent l'incapacité fondamentale dans laquelle sont tombés les dirigeants russes d'assurer le rythme de développement de l'économie que permettrait de réaliser l'outil que la bureaucratie a arraché des mains du prolétariat soviétique au lendemain de la Révolution; le système de planification qu'elle a imposé, malgré l'optimisme des déclarations officielles, est l'empirisme le plus plat qui régit dans une large mesure, le développement de la productivité du travail, et ceci au prix d'une énorme gabegie de main-d'œuvre et de matières premières.

C'est dans cette situation pleine de menaces pour elle que la bureaucratie russe affronte au-

jourd'hui les masses soviétiques, de plus en plus impatientes de voir mettre un terme à une gestion désastreuse qui tout le monde réprouve mais dont, seuls, les travailleurs ont à subir les conséquences. Cette revendication élémentaire des masses soviétiques se heurte aux positions privilégiées de l'aristocratie de l'U.R.S.S. Celle-ci ne peut évidemment pas entendre parler d'une atteinte quelconque à sa situation sociale. Bien au contraire, ce qui n'est en réalité que le parasitisme le plus flagrant apparaît à ses yeux comme une activité vitale pour le pays. Et elle réclame qu'une juste récompense, jamais suffisante à ses yeux, lui soit accordée sur le plan matériel pour les efforts qu'elle déploie et les services qu'elle prétend rendre à la cause du communisme.

Mais ce n'est pas la seule contradiction contre laquelle batte la bureaucratie russe. Dans le même temps, les fondements de son hégémonie sont ébranlés en brèche dans les pays de « démocratie populaire ». Et, sur l'arène mondiale, la lutte des peuples coloniaux contre l'impérialisme ainsi que le détachement de plus en plus grand des travailleurs révolutionnaires des Partis communistes du monde capitaliste sapent les bases de sa poli-

tique internationale de « coexistence pacifique », qui signifie, au premier chef, le maintien de l'ordre existant, des hommes en place, bureaucrates ou bourgeois, sur toute la planète. Aux yeux des ouvriers du monde entier, ce système social de caste privilégiée apparaît de plus en plus clairement comme un accident momentané dans la marche de l'humanité vers le socialisme, comme un « faux mil qui, dans des conditions particulières est apparu », et est jeté sur le corps même de la Révolution de 1917.

Celle immense « anomalie de l'histoire » ne peut plus permettre d'apprécier dans toute son ampleur tout le dramatique de sa propre situation, mais, pour juger de ses chances de survie et supprimer l'ampleur des forces populaires qui menacent son existence, son empirisme congénial ne lui fait aucunement office de boussole politique. Devenu le danger de mouvements populaires en U.R.S.S. et devant les chances de révolution sociale qui grandissent dans le monde capitaliste, le soi-disant « Comité Central, depuis la mort de Staline, n'a été rien d'autre que la recherche constante d'un nouvel équilibre avec les masses

pour maintenir son propre pouvoir usurpé sur les travailleurs.

C'est d'abord la politique de Malenkov, de concessions économiques aux masses, auxquelles il promet un relèvement rapide de la vie de la population. C'est aussi l'orientation du 20<sup>e</sup> Congrès qui accorde des avantages économiques aux travailleurs et qui, plus encore, leur en promet, sans pour autant atténuer à la situation privilégiée de la bureaucratie.

C'est la même politique que Khrouchtchev tentera de mettre en œuvre demain si la possibilité lui en est donnée. Mais la marche tumultueuse des événements bousculera sûrement toutes les Intentions « réformistes » des dirigeants de l'U.R.S.S. Les masses en mouvement précipiteront leur marche en avant et ce ne sont pas les griffes usées de la bureaucratie ni les velléités de l'impérialisme qui pourront empêcher les travailleurs du monde entier d'abolir la bureaucratie russe, aliée de l'impérialisme, de restaurer sur des bases inébranlables, en U.R.S.S., et d'instaurer dans les « démocraties populaires » l'authentique démocratie socialiste dont la révolution hongroise a éclairé la voie : le pouvoir des CONSEILS OUVRIERS.

## Les péripéties d'une direction collective

L'U.R.S.S. connaît un développement homogène. « Le peuple soviétique connaît son chemin vers le communisme », dit le Parti, « Bloc monolithique, le Parti est plus solide que jamais », « Étroitement un autour du Comité Central et de sa direction collective », etc., etc., etc.

Ces leitmotivs, depuis des années, les

## 1953

Le père général disparaît le 5 mars. MALENKOV prend la tête du gouvernement assisté de 4 vice-présidents: BERIA, MOLOTOV, BOULGANINE, KAGANOVITCH. Les ministères de la Sécurité d'Etat et de l'Intérieur sont fondus dans un seul et conféré à BERIA, qui devient le ministre du Parti. Il apparaît pendant quelques jours comme le successeur de STALINE.

Mais, brutalement, le 14 mars, il est libéré de ses fonctions de secrétaire du Parti. Khrouchtchev le remplace, marquant ainsi un point important dans la lutte pour le pouvoir personnel.

Pendant toute une période le sociologue BERIA, victime de l'impopularité de sa charge, l'équipe dirigeante est de concilier les masses blanches qu'il est le promoteur de ces réformes, soviétiques par des conceptions politiques dérivées de la « défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété », Les stalinistes devinrent dès octobre l'Etat marchand du mouvement pour la restauration de l'ordre bourgeois et la défense de la propriété capitaliste. Sous sa bannière s'embrassent tous les éléments bourgeois du camp républicain, tous ceux d'orientation révolutionnaire, qui réalisent le programme stalinien de défense bourgeoise: politiciens de droite, propriétaires, officiers du carrière étaient accueillis à bras ouverts sous le drapeau de « l'antistalinisme »!

## LA RESTAURATION DE L'ORDRE BOURGEOIS

GRACE à l'appel stalinien, la bourgeoisie républicaine fut bientôt capable de reprendre l'initiative. Ni les anarchistes de la C.N.T., paralysés par la traditionnelle hostilité libertaire à toute forme d'Etat, et qui, refusant de construire un Etat ouvrier, acceptèrent finalement de collaborer avec l'Etat bourgeois, ni les communistes antistaliniens du P.O.U.M., faibles numériquement et dépourvus de ne comptèrent que la contre-attaque de la bourgeoisie. Au lieu de pousser au développement des Comités, d'élargir leur assise par le recours à l'élection, d'en faire de véritables Soviets sur la base desquels aurait pu se construire un gouvernement ouvrier et paysan espagnol, ils laissèrent se développer l'opération d'encadrement des Comités, se constitue en octobre un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois, auquel participent partis et centrales ouvrières, P.O.U.M. et C.N.T. y compris. Son premier acte, le 9, sera de dissoudre tous les Comités Révolutionnaires et socialistes. Catalane, un gouvernement de même type sous la présidence de la bourgeoisie. Ainsi, non seulement les conquêtes politiques de juillet disparaissent par la bonne volonté des « dirigeants » et leur soumission aux injonctions des stalino-bourgeois, mais encore les conquêtes économiques qu'ils réalisent sont sérieusement menacées; sans nationalisation des aciéries, l'armée des activités d'usine et de villages étaient réduits au simple rôle de coopératives lutent vivants dans le cadre de la compilation capitaliste, avec en plus les obstacles accumulés devant elles par le gouvernement: contrôle d'un représentant gouvernemental, indemnisation des anciens propriétaires, etc.

Sous le mot d'ordre « Vaincre Franco d'abord », les stalino-bourgeois liquidèrent progressivement toutes les conquêtes révolutionnaires: sous celui de « l'unité de commandement », de « l'efficacité », ils liquidèrent l'organisation des milices combattantes, restaurant progressivement une armée de type bourgeois avec officiers, grades, galons, disciplines cadavériques et différenciation des salaires. L'armée des milices ouvrières, aux responsabilités de bouc émissaire que les seules victoires de la guerre à la solde unique fut convertie de leur côté des milices en bleu de Durruti et des « dynamites » asturiens, au bûil, avec l'Armée Populaire, une nouvelle armée d'officiers de la bourgeoisie, sous le commandement d'officiers de métier devenus ministres de l'Intérieur, Miaz, Pozuelo et autres carriéristes. A l'arrêt de la police ouvrière fut désarmée, les partisans et autres dissidents. A leur place, on réorganisa une police de

## 1954

Un nouveau pollier dans le rapport de force international. Comme d'habitude, celle-ci sont impatientes de voir améliorer leur situation matérielle, c'est sur les masses ouvrières, moins dangereuses, que l'accent sera mis désormais.

A la fin de 1953 MALENKOV déclare: « Maintenant, sur la base de succès remportés dans le développement de l'industrie lourde toutes les conditions sont réunies chez nous pour organiser un essai rapide de la production des produits de consommation courante. Le Gouver-

## 1955

Un cours de l'année 1954, la situation de Khrouchtchev est assez inquiétante. C'est lui qui mène le combat sur le front de l'agriculture. C'est lui qui conduit la politique de défrichage des terres nouvelles et friche destinée à augmenter la production céréalière.

Au début de 1955, Khrouchtchev fait bloc avec MALENKOV, avec tous les dirigeants qui réclament qu'une importance plus grande soit donnée au développement de l'industrie lourde et des équipements militaires. Le 15 mai, un relèvement rapide, en 2 ou 3 ans, du niveau de vie de la population soit mise sous le boisseau.

Khrouchtchev se sent alors assez fort pour écarter son rival. L'écarté, mais pas encore brutalement, en février 1955, MALENKOV continue d'être le chef de la direction collective. Il est remplacé par BOULGANINE. L'Armée s'est prisée, une fois de plus.

Khrouchtchev lance alors une grande offensive diplomatique. Les bienfaits réciproques de la coexistence pacifique ne cessent d'être célébrés, et les dirigeants soviétiques s'efforcent pour la normalisation des rapports avec la YUGOSLAVIE. Cette « détente » permet le relèvement, le 15 mai, de l'Armée rouge à l'Afrique. En mai, MOLOTOV abandonne le

## LA CONTRE-REVOLUTION STALINO-BOURGEOISE

TRouvant peu docile le gouvernement de Largo Caballero, qui leur avait fait perdre tout espoir de concessions, les Stalino-bourgeois exigèrent son départ. Le nouveau gouvernement — toujours de l'Etat Populaire — sous le présidence de Largo Caballero, le droit Juan Negre lui laisse carte blanche pour développer la pression contre-révolutionnaire qu'ils exigent en échange de « l'aide » de Moscou. Les dirigeants stalino-bourgeois ont les plus surs les meilleurs de ses « spécialistes. Avant tout, le futur secrétaire du P.C. Italien, venu en Espagne sous le nom d'« Alfredo », autour de Gerce, le futur bourgeois des travailleurs hongrois, connu à Barcelone sous le nom de « Pedro », s'organisent la destruction systématique des organismes et organisations révolutionnaires, commis par le front pour combattre les masses; ainsi moururent Durruti, les prestigieuses leaders des milices C.N.T. et Belmar, avérés d'Allemagne, dirigeant des Brigades Internationales, communiste supposé d'opposition à Staline. Procès « légaux » menés sur le modèle de ceux de Moscou contre les dirigeants du P.O.U.M. assassinés après son enlèvement d'une prison gouvernementale du grand révolutionnaire André Nin, dirigeant du P.O.U.M. et ex-commissaire du P.C. Espagnol, assassiné de nombreux dirigeants locaux de la C.N.T. et du P.O.U.M., des plus éminents révolutionnaires étrangers venus combattre en Espagne: le militant libertaire Bernat, des centaines d'autres connus et inconnus.

## LA CONTRE-REVOLUTION CAMOUFLEE

TOUTE une élimination de militants a compris à la leur de l'expérience espagnole: le rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne a passé définitivement », comme l'écrivait Trotsky, « à côté de l'ordre bourgeois ». Mais une extraordinaire coalition de la presse, de la radio, des écrivains stalino-bourgeois s'est dressée pour camoufler ce crime aux yeux des travailleurs, pour dissimuler les manœuvres de propagande et de désinformation des stalino-bourgeois les héroïques défenseurs de la démocratie pendant la guerre d'Espagne. C'est la même coalition stalino-bourgeoise qui se dressa aujourd'hui, partout dans le monde où les masses révolutionnaires montent à l'assaut du vieux monde. « La Vérité » a dénoncé cette coalition de fait, l'alliance des faussaires et des saloteurs contre la Révolution Hongroise. Au lieu de la « coalition » de la bourgeoisie « progressiste » (les frères des « républicains »), les stalino-bourgeois ont retrouvés contre les paysans massalites de Malouza, aux côtés des tueurs qui, dénonçant les armées et les états diplomatiques, prétendent conquies à leur profit le mouvement des masses révolutionnaires, se livrent à la poursuite de leur lutte pour mieux les étrangler. De la même manière, la même coalition de la bourgeoisie, d'écrivains, d'hommes « bien informés », la même coalition stalino-bourgeoise s'efforce d'accrocher la légende qui supprime, d'un trait de plume, les authentiques représentants des masses algériennes, Messali Hadj et le Mouvement National Algérien, un de ceux dans le monde de la bourgeoisie, en Algérie, sous le nom de « communistes », comme ailleurs, en Algérie comme en Hongrie, son masque est défilé par de plus en plus sous son vrai visage, celui de la contre-révolution.

## LA CONTRE-REVOLUTION CAMOUFLEE

Le 15 mai, un relèvement rapide, en 2 ou 3 ans, du niveau de vie de la population soit mise sous le boisseau.

## LA CONTRE-REVOLUTION CAMOUFLEE

Aussi est-ce l'un d'eux, le maréchal KONIEV, que revendra l'honneur de prononcer la sentence de mort contre BERIA. Ce faisant, l'Armée détruit de la police politique, renforce ainsi la puissance du pouvoir central et s'érige en « Comité Central du Parti ».

Aussi est-ce l'un d'eux, le maréchal KONIEV, que revendra l'honneur de prononcer la sentence de mort contre BERIA. Ce faisant, l'Armée détruit de la police politique, renforce ainsi la puissance du pouvoir central et s'érige en « Comité Central du Parti ».

## 1956

Une échelle décapée. Les révoltes de Khrouchtchev ont l'effet d'un bain. La fermentation des esprits est portée à l'extrême. Le 15 juillet, KAGANOVITCH est libéré de son poste. Le 28 juin, c'est la révocation de Mikoyan. Le 15 juillet, KAGANOVITCH est libéré de son poste. Le 28 juin, c'est la révocation de Mikoyan. Le 15 juillet, KAGANOVITCH est libéré de son poste. Le 28 juin, c'est la révocation de Mikoyan.

## 1957

La crise internationale vient s'ajouter à l'aggravation de la crise de l'économie soviétique. La situation internationale est de plus en plus tendue. La situation internationale est de plus en plus tendue. La situation internationale est de plus en plus tendue.

## LA BUREAUCRATIE VEILLE SUR LE POUVOIR

BOULGANINE cède le ministère de la guerre à JOUKOV. Celui-ci en profite d'ailleurs aussitôt pour élargir ce succès. Un mois à peine après son installation à ce nouveau poste, il fait nommer maréchal le général Goukov, en accord avec la situation sociale privilégiée de caste aristocratique.

## LA BUREAUCRATIE VEILLE SUR LE POUVOIR

BOULGANINE cède le ministère de la guerre à JOUKOV. Celui-ci en profite d'ailleurs aussitôt pour élargir ce succès. Un mois à peine après son installation à ce nouveau poste, il fait nommer maréchal le général Goukov, en accord avec la situation sociale privilégiée de caste aristocratique.

## LA BUREAUCRATIE VEILLE SUR LE POUVOIR

BOULGANINE cède le ministère de la guerre à JOUKOV. Celui-ci en profite d'ailleurs aussitôt pour élargir ce succès. Un mois à peine après son installation à ce nouveau poste, il fait nommer maréchal le général Goukov, en accord avec la situation sociale privilégiée de caste aristocratique.

## LA BUREAUCRATIE VEILLE SUR LE POUVOIR

BOULGANINE cède le ministère de la guerre à JOUKOV. Celui-ci en profite d'ailleurs aussitôt pour élargir ce succès. Un mois à peine après son installation à ce nouveau poste, il fait nommer maréchal le général Goukov, en accord avec la situation sociale privilégiée de caste aristocratique.

## LA BUREAUCRATIE VEILLE SUR LE POUVOIR

BOULGANINE cède le ministère de la guerre à JOUKOV. Celui-ci en profite d'ailleurs aussitôt pour élargir ce succès. Un mois à peine après son installation à ce nouveau poste, il fait nommer maréchal le général Goukov, en accord avec la situation sociale privilégiée de caste aristocratique.

